

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'Assemblée Générale de l'association CIDFF 37 et 28,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIDFF 37 et 28 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **INCERTITUDE SIGNIFICATIVE LIEE A LA CONTINUITE D'EXPLOITATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

### **JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe « Règles et Méthodes Comptables » expose les principes comptables applicables notamment le principe lié à l'indépendance des exercices. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'association sur lesquelles se fondent les évaluations relatives à l'indépendance des exercices.

### **VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous vous signalons, par ailleurs, qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans un autre délai.

## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE ASSOCIATIVE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé

*Signé numériquement*

Pour **TGS France Audit**,

**Quentin LE MEUR**

*Commissaire aux Comptes*

## BILAN AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b> Immobilisations incorporelles Frais d'établissement Frais de recherche et de développement <i>Donations temporaires d'usufruit</i> Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes Immobilisations corporelles Terrains Constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Immobilisations corporelles en cours Autres immobilisations corporelles Avances et acomptes <i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être  cédés</i> Immobilisations financières Participations et Créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres				
<b>Total I</b>	<b>499,00</b>	<b>436.12</b>	<b>62.88</b>	<b>162.68</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b> Stocks et en-cours Créances Créances clients, <i>usagers</i> et comptes rattachés <i>Créances reçues par legs ou donations</i> Autres Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance				
	27 185.62		27 185.62	29 981.02
	203 713.35		203 713.33	71458.82
	130 583.30		130 583.30	104 643.77
	1 174.20		1 174.20	2 060.92
<b>Total II</b>	<b>362 656.47</b>	<b>0,00</b>	<b>362 656.47</b>	<b>208 144.53</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>363 155.47</b>	<b>436.12</b>	<b>362 719.35</b>	<b>208 307.21</b>

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>		
<i>Fonds statutaires</i>	20 000,00	20 000,00
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	21 218.80	10 293.87
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
Autres		
Report à nouveau		
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	- 11 016.22	10 924.93
<i>Situation nette (sous total)</i>		
<i>Fonds propres consommables</i>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>30 202.58</b>	<b>41 218.80</b>
FONDS REPORTES ET DEDIES	41 500	37 500
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
<b>Total II</b>	<b>41 500</b>	<b>37 500</b>
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 928.04	9 568.86
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 531.48	18 735.72
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
Dettes fiscales et sociales	62 878.25	57 332.68
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	196 679.00	43 951.15
<b>Total IV</b>	<b>291 016.77</b>	<b>129 588.41</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>362 719.35</b>	<b>208 307.21</b>

## COMPTE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
<i>Cotisations</i>		
<i>Ventes de biens et services</i>		
<i>Ventes de biens</i>		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Ventes de prestations de services</i>	87 716,42	89 191,32
<i>dont parrainages</i>		
<i>Produits de tiers financeurs</i>		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	436 732,15	419 281,98
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dons manuels</i>	120,00	
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	2 000,00	2 341,11
<i>Contributions financières</i>	33 102,00	43 520,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	823,00	4 849,37
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>	37 500,00	
Autres produits	20,00	
<b>Total I</b>	<b>598 013,57</b>	<b>559 183,78</b>
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	84 992,87	75 184,39
<i>Aides financières</i>		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 229,03	4 203,32
Salaires et traitements	357 690,18	343 399,05
Charges sociales	116 621,57	84 087,95
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	99,80	99,80
Dotations aux provisions		
<i>Reports en fonds dédiés</i>	41 500,00	37 500,00
Autres charges	3 809,82	114,42
<b>Total II</b>	<b>608 943,27</b>	<b>544 588,93</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>- 10 929.70</b>	<b>14 594.85</b>

PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	6,08	6,82
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>6,08</b>	<b>6,82</b>
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	92,60	204,83
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>92,60</b>	<b>204,83</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>- 86,52</b>	<b>- 198,01</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>- 11 016,22</b>	<b>14 396.84</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		20
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>0</b>	<b>20</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		3 491,91
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>	<b>0</b>	<b>3 491.91</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>0</b>	<b>- 3 471.91</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits ( I + III + V)</b>	<b>598 019,70</b>	<b>559 210,60</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>609 035.92</b>	<b>548 285.67</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>- 11 016,22</b>	<b>10 924,93</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



## Annexe

---

### INTRODUCTION

Au 31 décembre 2024, dont le total du bilan de l'exercice est de 362 719.35 €, le total des produits est 59 8019.70 € et dégage un déficit de 11 016.22 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

#### **Objet social et périmètre des activités de l'association :**

Afin de favoriser l'autonomie des femmes, de faire évoluer leur place dans la société et de contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes, l'association respecte le principe de laïcité et témoigne d'une neutralité sur les plans politique et confessionnel et a pour objet :

- d'informer les femmes et les familles sur leurs droits, dans une approche globale telle que définie par l'art. D 217-1 du décret du 23 décembre 2015,
- de favoriser l'accès au droit du public en général et des femmes en particulier par l'accueil, l'écoute, l'information gratuite, l'accompagnement et/ou l'orientation dans les domaines juridique, professionnel, économique, social et familial, ceci de façon confidentielle et si nécessaire anonyme,
- de favoriser la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes par ses actions de terrain, notamment au sein des dispositifs tels que les contrats de pays et les contrats d'agglomération ainsi que ceux liés à la politique de la ville, à l'accès au droit et à l'accès à l'emploi,
- de proposer, de développer et/ou de mettre en œuvre toute action en matière de lutte contre toutes formes de violences faites aux femmes, quel que soit leur âge que ce soit dans l'espace public, professionnel ou familial et d'impulser des mesures contre les discriminations sexistes,
- de proposer une aide et un accompagnement aux personnes en situation de prostitution, aux victimes de traite des êtres humains, aux femmes victimes de violences ou aux personnes en difficulté,
- de diffuser toute information, par tout support adapté, concernant ses champs de compétences, tels qu'arrêtés par la charte des CIDFF et le conseil d'administration de l'association,
- de relayer auprès du public, les mesures législatives et l'action des pouvoirs publics permettant la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes,
- de porter à la connaissance du CNIDFF- Fédération nationale des CIDFF, les problèmes spécifiques exprimés par les femmes reçues par le CIDFF, ainsi que toutes les propositions que l'association juge utiles permettant de faire évoluer la réflexion, les politiques et les dispositifs en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Par ailleurs, pour mettre en œuvre ses actions, l'association peut être amenée à :

- créer des services spécialisés dans les domaines relatifs à son objet social, notamment les BAIE (Bureaux d'accompagnement individualisé vers l'emploi) et des services d'aide aux femmes victimes de violences sexistes.
- implanter des antennes et des points d'information dans les départements,
- développer des actions répondant aux problématiques territoriales et produire tous supports d'information (brochures, fiches informatives,) à destination de son public et de ses partenaires locaux.
- réaliser des enquêtes et des études adaptées à l'objet de l'association,
- travailler en partenariat avec les collectivités territoriales, les EPCI (établissement public de coopération intercommunale), les instances administratives et associatives et, de façon générale, tout partenaire concerné par son activité notamment les maisons de services au public (MSAP).

#### **Continuité d'exploitation**

Il existe une incertitude significative liée à la continuité d'exploitation. Les comptes annuels font apparaître un déficit de 11 K€ pour 2024. Ce résultat affecte les fonds propres de l'association.

De plus, un remboursement des apports avec droit de reprise de 10 K€ a été effectué début d'année 2025, ramenant le niveau des fonds propres de l'association à 20,2 K€.

Enfin, le budget 2025 s'annonce compliqué à équilibrer avec une augmentation des coûts en lien avec le SEGUR.

L'association prend actuellement des mesures justifiant, à ce jour, l'établissement des comptes annuels selon le principe de continuité d'exploitation.

## **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

### **Changement de méthode comptable**

Aucun changement

### **Valeurs immobilisées**

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, soit sur le mode linéaire, soit sur le mode dégressif.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de la clôture de l'exercice.

### **Créances et dettes**

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur normale.

### **Produits et charges exceptionnels**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

## Annexe

- ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations Acquisitions	Cessions ou mises au rébut	Virement poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Matériel bureau et informatique, mobilier	499,00				499,00
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>499,00</b>	<b>0,00</b>			<b>499,00</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Autres : Prêts					
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>499,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>499,00</b>

- ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Matériel de bureau, informatique et mobilier	336,32	99,80		436,12
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>336,32</b>	<b>99,80</b>		<b>436,12</b>
<b>TOTAL DES AMORTISSEMENTS</b>	<b>336,32</b>	<b>99,80</b>	<b>0,00</b>	<b>436,12</b>

Méthodes et durées d'amortissements pratiqués sur les biens neufs :

Poste	Mode d'amortissement	Durée
Matériel de bureau, informatique et mobilier :	Consommation temps	Sur 5 ans

• **VARIATIONS DES FONDS PROPRES**

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	20 000,00				20 000,00
Ecart de réévaluation					
Réserves	10 293.87		10 924.93		21 218,80
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	10 924.93			-11 016,22	- 11016,22
<b>Situation nette</b>	<b>41 218,80</b>				<b>30 202,58</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>41 218,80</b>		<b>10 924.93</b>	<b>- 11 016,22</b>	<b>30 202,58</b>

• **FONDS DEDIES**

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation : DRDFE	63 000		33 000				30 000
Subventions d'exploitation : DDSPP28	11 500						11 500
Subventions d'exploitation : Communauté de communes autour de Chenonceaux	4 500		4 500				
<b>TOTAL</b>	<b>79 000</b>		<b>37 500</b>				<b>41 500</b>

• **INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE**

La valorisation de l'Indemnité de Départ en Retraite est de **5 800 €**.

L'association n'est rattachée à aucune convention collective (Code IDC 9999). Le calcul de l'indemnité dû au salarié à la date de son départ à la retraite volontaire est le suivant :

- 0,5 mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- 1 mois de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- 1,5 mois de salaire après 25 ans d'ancienneté ;

- 2 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté

Au vu du taux de turn-over élevé au sein de l'association, il a été retenu, pour valoriser les indemnités de fin carrière, exclusivement les salariés dont l'ancienneté est supérieure à 15 années.

- **DETAIL DES FINANCEURS**

<b>SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>TOTAL SUB. ETAT</b>		<b>279 943,00</b>	<b>244 296,00</b>
DRDFE		216 543,00	191 546,00
DDCSPP28		34 900,00	26 250,00
CGET		3 000,00	3 000,00
ARS		8 000,00	8 000,00
FIPD 37		10 000,00	9000,00
FIPD 28		7500,00	6500,00
<b>REGION CENTRE VAL DE LOIRE - CAP ASSO</b>		<b>17 944,15</b>	<b>37 532,00</b>
<b>CONSEIL DEPARTEMENTAL 37 et 28</b>		<b>23 300,00</b>	<b>15 300,00</b>
<b>COMMUNAUTE AGGLO</b>		<b>39 400,00</b>	<b>35 800,00</b>
Tours Métropole		15 000,00	15 000,00
CLSPD Amboise			2 300,00
Politique de la ville Dreux		14 400,00	10 500,00
Chartres Métropole		10 000,00	8 000,00
<b>COMMUNES</b>		<b>5 000,00</b>	<b>13 500,00</b>
TOURS		5 000,00	5 000,00
ST AVERTIN			
COMMUNAUTE BLERE			6000
LUCE			2 500
VERNOUILLET			
<b>ORGANISMES SOCIAUX</b>		<b>39 500,00</b>	<b>36 500,00</b>
CAF 37		15 500,00	15 500,00
CAF 28		18 000,00	15 000,00
CIAS Chinon		6 000,00	6 000,00
<b>AUTRES</b>		<b>5 000,00</b>	<b>2 666,32</b>
CPAM			1 500,00
CDAD		5 000,00	1 166,32
<b>TOTAL</b>		<b>410 087, 15</b>	<b>385 594,32</b>

## Annexe

### • ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
<b>ETAT DES CREANCES</b>			
<b>Actif Circulant</b>			
Autres créances usagers	27 185,62	27 185,62	
Etat et collectivités publique - Divers	203 713,35	203 713,3	
Débiteurs divers		0,00	
Charges constatées d'avance	1 174,20	1 174,20	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>232 073,32</b>	<b>232 073,32</b>	<b>0,00</b>

	Montant brut	A 1 an au plus	A + 1an, 5 ans au + A plus de 5 ans
<b>ETAT DES DETTES</b>			
Fournisseurs et comptes rattachés	29 531,48	29 531,48	
Personnel et comptes rattachés	30 248,72	30 248,72	
Sécurité sociale et autres organ. Sociaux	26 923,50	26 923,50	
Etat et autr.collect.publi. - Autr. Imp.taxes v		0,00	
Autres dettes			
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>86 703,70</b>	<b>86 703,70</b>	

### • CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Montant
<b>Charges constatées d'avance</b>	
Maintenance Ciel, logiciel paye	1 174,20
<b>TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	

	Montant
<b>Produits constatés d'avance</b>	
Subventions CAP ASSO	66 051,00
Subventions DDSPP28	46 800,00
Subventions CAF 28	54 000,00
Subventions CAF37	15 500,00
Fonjep	14 328,00
<b>TOTAL DES PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>196 679,00</b>

### • REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Il est à noter qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux élu(e)s dirigeants (membres du Conseil d'Administration)